



Credit : UNHCR/Helene Caux

MALI

Actions prioritaires et analyse des besoins humanitaires suite à l'escalade du conflit en janvier 2013 au centre et au nord du Mali

2013

le 11 mars



UNITED NATIONS

TABLE DES MATIÈRES

1. SITUATION GÉNÉRALE	1
2. SITUATION HUMANITAIRE	1
3. CONTRAINTES/DÉFIS	3
4. PRIORITÉS D’ACTIONS	4
Tableau I : Besoins totaux de financement et actions prioritaires par groupe sectoriel	5
5. SYNTHÈSE DES PLANS DE RÉPONSE SECTORIEL D’URGENCE	6
Tableau II: Liste de projets prioritaires par groupe sectoriel	20
6. COMMENT FINANCER.....	28

1. SITUATION GÉNÉRALE

Depuis le 10 janvier, la dynamique de la crise malienne a fortement changé sur les plans sécuritaire, politique et humanitaire. Dans une certaine mesure le contexte s'est même complexifié, devenant encore moins lisible et prédictible qu'il ne l'était antérieurement.

Sur le plan politique les incertitudes demeurent et l'on ne peut exclure l'apparition de nouvelles tensions. De même, la question des minorités ethniques mettra probablement du temps à se résoudre.

Les conditions sécuritaires vont probablement rester volatiles pendant de nombreux mois, et pourraient même se dégrader davantage au nord du pays, comme le laisse présumer les attaques récentes de militants islamistes à Gao. De plus, la présence de mines, d'engins explosifs artisanaux et des munitions non explosées représente une menace sérieuse pour la population civile et les acteurs humanitaires actifs dans le nord du pays.

L'insécurité et la peur générée par des tensions entre communautés ont un impact très négatif sur le transport et le commerce au nord du pays. Selon les témoignages reçus, dans les grands centres urbains (Gao, Tombouctou notamment), de nombreux commerçants ont fui. La conséquence est un accroissement des coûts, alors que la disponibilité des denrées alimentaires et d'articles de première nécessité diminue.

2. SITUATION HUMANITAIRE

Avant le déclenchement du conflit début janvier, la population déplacée au Mali était estimée à 227 000 par la Commission Mouvement de Population. Le conflit a exacerbé les problèmes humanitaires préexistants dans l'ensemble du pays, et de façon plus marquée dans les zones affectées par la violence. Depuis début janvier, près de 38 000 personnes ont fui le nord du Mali (au 11 février près de 16 000 PDI et près de 22 000 réfugiés). Les déplacements du nord vers le sud du Mali se maintiennent à un rythme élevé depuis plusieurs semaines.

En raison du manque d'accès du fait de l'insécurité, la situation humanitaire dans de nombreuses localités du nord n'a pu être évaluée. Plusieurs acteurs humanitaires ont cependant pu poursuivre leurs activités, notamment dans le domaine de la santé et de l'assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence.

Néanmoins, à l'analyse des évaluations multisectorielles effectuées dans les régions de Ségou, Mopti et Kidal et d'autres informations disponibles au sein de la communauté humanitaire, il apparaît que la situation humanitaire reste fragile et peut se détériorer rapidement. Plusieurs organisations humanitaires sont prêtes à intervenir dans les zones où des besoins urgents ont été identifiés.

Les évaluations multisectorielles effectuées par des ONG dans les régions de Ségou, Mopti (Konna et Douentza) et Tombouctou ne font pas état d'une crise aigüe, mais révèlent des

besoins dans les domaines de la protection, nutrition, sécurité alimentaire, santé, EHA et éducation. En d'autres termes, c'est une **situation de fragilité qui pourrait s'aggraver** pour les personnes les plus vulnérables en cas de nouvelles tensions, d'absence de reprise du commerce et d'insuffisance d'assistance humanitaire. La bonne mise en œuvre des projets qui visent à renforcer les capacités économiques et moyens de subsistance est critique à cet égard.

Dans la région de Kidal, les évaluations multisectorielles des ONG font état de **problématiques humanitaires aigües**, particulièrement dans la zone de Tin Zaoutin proche de la frontière algérienne où plus de 6 000 PDI vivent dans des conditions précaires. L'assistance apportée par les partenaires humanitaires a permis de répondre aux besoins les plus urgents.

La situation dans le domaine de la protection est très préoccupante. Avant l'escalade du conflit en janvier, des rapports faisaient état de recrutement d'enfants par des groupes armés et de violences basées sur le genre. Depuis le 10 janvier des violations graves du DIH et des droits de l'Homme, commises par des éléments armés, ont été rapportées.

D'autres violences contre des civils et des destructions de biens des civils ont également été observées. Elles font craindre une plus grande polarisation ethnique qui est probablement une des causes principale du déplacement des populations observé depuis le début de l'année.

Peu de retours de PDI ont été observés pour l'instant. Les points de suivi des flux de populations, installés par l'OIM dans certaines gares de transports, font état du retour de près de 2 300 personnes, soit seulement 13% des flux de populations observés entre le 12 janvier et le 10 février. Les 87% de flux restants sont des déplacements des régions du nord vers les régions du sud. Les trois destinations principales de retour des mouvements convergent du sud vers le nord, sont Tombouctou (45%, 1 028 personnes), Mopti (42%, 962) et Gao (13%).

Selon une étude effectuée début février auprès de déplacés à Bamako et Koulikoro, la très grande majorité souhaiterait rentrer, mais leur retour dépendra en premier lieu de l'amélioration des conditions de sécurité, mais également de nombreux autres facteurs tels que: le rétablissement des services sociaux de base (notamment éducation), l'accès à la nourriture, la disponibilité du transport, etc. La majorité des 836 ménages interviewés proviennent des centres urbains de Gao et Tombouctou. Selon les informations disponibles, les réfugiés ont une attitude encore plus prudente « *wait and see* ».

Pour l'heure, il est certain que les conditions sécuritaires au nord du pays ne permettent pas les retours. Dans le contexte actuel très imprévisible et difficile à analyser, il est impossible de faire des projections quant à un possible retour en nombre de PDI et de réfugiés. Le contrôle effectif par les forces de la MISMA des centres urbains et des principaux axes pourrait être déterminant. Sur la base d'expériences dans d'autres contextes, il est possible que 20 à 25% de la population déplacée et réfugiée prenne le chemin du retour, soit 80 000 à 100 000 personnes.

3. CONTRAINTES / DÉFIS

Alors que l'accès pour les acteurs humanitaires s'est amélioré dans le centre du pays, les contraintes sécuritaires plus au nord, dans les régions précédemment sous contrôle des groupes armés, conditionnent directement les opérations humanitaires, les acteurs devant s'adapter à un environnement sécuritaire dégradé et moins lisible. Il est probable que le contexte malien demeurera pour de nombreux mois très volatile, imprévisible et dangereux.

Les contraintes et défis principaux:

- Manque de ressources et de capacités pour la gestion opérationnelle de la sécurité et de l'accès dans les zones affectées par le conflit, tant pour les ONG que pour le système des Nations unies.
- Alors que de nombreuses évaluations ont été conduites dans les zones des régions centrales où des combats ont eu lieu (surtout dans les villes) l'insécurité hors des villes sous contrôle des forces maliennes et des alliées a fortement limité le nombre et l'ampleur des évaluations en dehors de ces zones, surtout dans les trois régions du nord et en milieu rural.
- Capacités insuffisantes pour répondre à des urgences ou en cas de retours importants de déplacés et réfugiés, qu'il s'agisse des besoins liés directement aux retours (infrastructure et assistance dans les gares...) ou de la fourniture de services de base dans les communautés de retour (services trop limités, absence de personnel).
- Risque qu'une attention trop importante soit portée sur le nord du pays au détriment des besoins humanitaires dans d'autres régions. Il existe d'importants besoins de reconstruction/réhabilitation dans certaines zones au nord mais il ne s'agit pas de reconstruire tout le nord du Mali, ni d'oublier le reste du pays où les besoins sont également très importants.
- Risque lié à l'arrivée de nouveaux acteurs humanitaires dans des régions du nord, désormais considérées par ces acteurs comme accessibles. Il est important que cette présence ne remette pas en cause la sécurité des acteurs humanitaires qui étaient parvenus à travailler sur place pendant la période de contrôle de ces régions par les groupes armés. Il est également important que les nouveaux acteurs se coordonnent entre eux et avec ceux déjà présents, en tenant compte du travail déjà accompli par les partenaires des ONG au cours de l'année d'occupation, afin de combler des lacunes réelles et d'éviter les doublons dans l'action.
- Risque de confusion entre le domaine humanitaire et les agendas politique et sécuritaire (cf. assistance humanitaire d'ECOWAS).
- Manque de financement de l'action humanitaire (CAP 2013 financé à 6%).

4. PRIORITÉS D' ACTIONS

Les projections et analyses effectuées dans le cadre du CAP 2013 demeurent pertinentes, de même que les objectifs stratégiques. Les actions de la communauté humanitaire doivent permettre de:

- **Assurer une réponse efficace aux besoins les plus importants des populations vulnérables dans l'ensemble du pays.**
- **Adapter la réponse à l'évolution des besoins humanitaires dans les zones affectées par le conflit, selon des modalités opérationnelles qui prennent adéquatement en compte les contraintes sécuritaires et qui respectent les principes guidant l'action humanitaire.**

Les priorités d'actions sont les suivantes:

1) Sécurité et accès

- Mobiliser urgemment les ressources nécessaires pour renforcer la gestion opérationnelle de la sécurité. Cela inclut: le renforcement de DSS et des télécommunications d'urgence, la révision du plan de contingence sécuritaire, le renforcement de la coordination au niveau de la cellule sécurité et la communication entre les divers acteurs, ONG et agences NU, incluant également des éléments de formation.
- Renforcer les activités dans le domaine « mine action » et adapter le dispositif logistique aux nouvelles contraintes sécuritaires. Renforcer les actions *cross-border*.
- Renforcer la coordination civilo-militaire à Bamako et dans les régions en fonction des besoins (par ex. à Mopti).
- Renforcer le dialogue dans les régions avec les acteurs locaux (autorités civiles et militaires, autres).

2) Réponse humanitaire

- Renforcer la coordination des actions dans tous les domaines de la protection et augmenter les capacités dans les zones accessibles. Cela inclut notamment: prévention, monitoring, cohésion sociale, mine action, suivi des mouvements de population, protection de l'enfance, violence basée sur le genre. Renforcer la coordination intersectorielle dans le domaine de la protection.
- Effectuer dès que les conditions de sécurité le permettent des évaluations multisectorielles dans zones affectées par le conflit. Il est important que l'ensemble des partenaires coordonnent ces évaluations et soient conscients que celles-ci peuvent être très sensibles.
- Augmenter les capacités pour répondre à des urgences.
- Dans les zones affectées par le conflit, assurer que l'assistance se poursuive dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de même que pour le renforcement des services sociaux de base y compris les services de santé. La réponse humanitaire va également continuer à intégrer la protection des civils conformément au Droit

International Humanitaire et aux droits de l'Homme. En fonction de l'évolution des besoins l'adapter.

- Renforcer le travail / partenariat avec les acteurs locaux.

3) Communication et plaidoyer

- Plan d'action à développer au niveau du HCT pour communiquer sur les besoins humanitaires et faire le plaidoyer pour la recherche de fonds. Ce plan d'action doit rappeler la responsabilité première des autorités maliennes de subvenir aux besoins de la population. Son objectif devrait être de communiquer sur les besoins et défis dans l'ensemble du pays, avec un focus plus spécifique sur les régions affectées par le conflit.
- Développer des messages clés au niveau du HCT.
- Plaidoyer pour le rétablissement de l'administration et des services publics dans les centres urbains au nord.
- Plaidoyer pour la réouverture en toute sécurité, des accès commerciaux vers les régions du nord, y compris pour le commerce transfrontalier.

Tableau I : Besoins totaux de financement et besoins prioritaires, par groupe sectoriel

Appel global pour le Mali
Au 11 mars 2013
Compilé par OCHA sur la base d'informations fournies par les agences

Groupe sectoriel	Fonds requis originaux (\$)	Fonds requis révisés (\$)	Besoins prioritaires (janvier-avril 2013) (\$)
ABRIS ET ARTICLES NON-ALIMENTAIRES	5 861 488	5 861 488	4 510 000
EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT	54 840 118	54 840 118	17 710 000
EDUCATION	18 784 515	18 784 515	4 696 129
LOGISTIQUE	4 340 600	4 340 600	1 844 000
NUTRITION	73 766 627	73 766 627	18 250 000
PROTECTION	36 994 652	46 921 847	15 000 000
SANTE	28 885 768	28 885 768	5 130 700
SECURITE ALIMENTAIRE	139 794 957	143 559 576	82 407 722
SERVICES COMMUNS ET COORDINATION	4 934 220	7 100 065	1 577 393
TELECOMMUNICATIONS D'URGENCE	2 231 313	2 231 313	900 000
Grand Total	370 434 258	386 291 917	152 025 944

5. SYNTHÈSE DES PLANS DE RÉPONSE SECTORIEL D'URGENCE

(Voir le tableau II ci-dessous pour la liste détaillée des organisations et projets qui devraient réaliser les actions prioritaires, selon la planification commune.)

Abris/NFI	
Besoins prioritaires	<p><u>En termes d'abris</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Hypothèses / scénarios retenus à court terme (sur trois mois environ) comme base de calcul, à la suite des réunions OCHA du 8 et du 15 février 2013: retour des PDI et de réfugiés (25% du total) d'ici mai 2013, soit 90 000 personnes ou 15 000 ménages environ qui retournent dans les zones de Mopti et du nord. • Les maisons en banco non-entretenu des déplacés se dégradent. Hypothèse: 20% d'habitats (cases en banco) qui nécessiteraient une réhabilitation soit 3 000 habitats (20% de 15 000 habitats, 1 habitat par ménage) dans le nord. • Besoins d'argent pour le paiement du loyer ou pour le lancement d'activités AGR, en faveur de familles de PDI les plus démunies dans les zones de Bamako, Ségou, Mopti. • Manque d'argent et d'espace disponibles pour les familles de déplacés et pour les familles d'accueil. • Des familles nomades réfugiées, qui souhaitent revenir dans leurs régions d'origine, ne disposent plus de leurs tentes traditionnelles qui ont été perdues. <p><u>En termes de NFI</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • D'après les estimations disponibles, au moins 90 000 personnes déplacées (PDI) (en situation locative ou en famille d'accueil), ont besoin d'un appui en biens non-alimentaires (matériels pour faciliter l'installation dans un abri, matériels de cuisine et matériels d'hygiène).
Lacunes	<p><u>En termes d'abris</u></p> <p>Familles de PDI qui ne parviennent plus à payer leur loyer et qui sont expulsés ou en passe de l'être (zones de Bamako, Mopti, Ségou...). Selon plusieurs enquêtes de terrain, les familles déplacées, notamment sur Bamako et Koulikoro font face à des difficultés grandissantes pour payer leur loyer. Les déplacés vivant au sein de familles d'accueil ajoutent un poids financier supplémentaire tel, que le seul moyen de subvenir aux besoins de base des deux familles est l'emprunt, la vente de biens du foyer ou autres stratégies de compensation (ne plus payer les frais scolaires, diminuer les dépenses de santé, etc.).</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'après les premières estimations disponibles: environ 3 000 habitats nécessiteraient une réhabilitation dans le nord (voir plus haut) <p><u>En termes de NFI</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Gap à couvrir, à court terme dans le cas du scénario retenu: 15 000 ménages soit 90 000 personnes qui retournent dans les régions de Mopti et du nord.

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Abris/NFI	
Contraintes	<ul style="list-style-type: none"> • En matière d'accès; sécurité, routes minées (axes Douentza-Gao; Gao-Kidal, route vers Tombouctou). • Les projets de transfert d'argent seront difficiles à mettre en œuvre dans le nord: (i) si le marché local est mal approvisionné (en outils et en matériaux de construction); (ii) si le réseau bancaire est déficient. • Manque d'acteurs opérationnels dans le nord.
Réponse prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'assistance en «<i>cash transfer</i>» aux familles de PDI dans les zones de Bamako, Ségou et Mopti, qui ne parviennent plus à payer leur loyer et qui sont expulsés ou en passe de l'être. Leur nombre demeure difficile à déterminer vu les changements fréquents de logement que cela engendre. A titre indicatif et d'après les enquêtes, 65% des ménages IDP de Bamako/Koulikoro sont locataires. • Assister les familles qui accueillent un grand nombre de déplacés dans un espace restreint. • Si les mouvements de retour vers le nord se confirment et que la situation sur le plan sécuritaire le permet, appuyer la réhabilitation d'habitats (cases en banco endommagées après une longue absence des propriétaires), à travers la fourniture d'outils et de matériaux de reconstruction, ou l'équivalent monétaire à travers des projets de «<i>cash transfer</i>». D'après les toutes premières estimations, il y aurait environ 3 000 habitats qui nécessiteraient une réhabilitation. • Poursuivre l'assistance en NFI aux PDI résidant dans des familles d'accueil et à ceux qui louent un logement à travers la distribution de biens domestiques de première nécessité. • Fournir une assistance aux retournés nomades à travers la fourniture de tentes traditionnelles.
Projets prioritaires	Deux projets prioritaires
Partenaires opérationnels	<p><u>En matière de reconstruction / réhabilitation d'habitats</u> (en date de février 2013): DGPC / Ministères techniques, Croix-Rouge Malienne, NRC, OIM.</p> <p><u>En matière de transfert d'argent</u>: ACTED, CRS, OXFAM (point focal du sous-groupe technique Cash transfer), Care, Mercy corps, OIM.</p> <p><u>En matière de NFI</u>: ACTED, ALIMA, UNICEF, USAID, Care, Croix-Rouge Mali, CRS, AVSF, Intersos, DGPC, OIM, MDM-B, MDM-F, IRC, HCR.</p>
Coût chiffré	<p>Total: \$ 4 510 000¹ (régions Mopti et nord) pour deux projets : MLI-13/S-NF/53868/298, MLI-13/S-NF/54593/120.</p> <p>\$ 4.51 millions montant total requis immédiatement pour les projets prioritaires dont:</p> <ul style="list-style-type: none"> • \$ 1 760 000 en termes d'abris • \$ 2 750 000 en termes de NFI

¹ Tous les signes \$ dans ce document font référence à des dollars des États-Unis d'Amérique. Tout financement pour cet appel devrait être signalé au Service de Suivi Financier (*Financial Tracking Service/FTS*, fts@un.org). FTS donne les dernières mises à jour concernant projets, besoins financiers, et contributions humanitaires. (Voir <http://fts.unocha.org>.)

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Eau Hygiène et Assainissement (EHA)

Besoins prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> • Distribution d'articles non alimentaires EHA et promotion de l'hygiène aux populations déplacées et d'accueil. • Assistance EHA en urgence aux personnes déplacées dans les camps informels (e.g. Tin Zaoutin). • Assistance technique et matérielle à l'infrastructure d'approvisionnement en eau directement endommagés ou affectés. • Pré-positionnement des produits de traitement de l'eau au domicile (HTH, Aquatabs, PUR) dans les zones urbaines touchées par le conflit pour couvrir la possibilité d'une interruption en approvisionnement en eau. • Assistance technique et matérielle à l'infrastructure d'approvisionnement en eau, assainissement et hygiène dans l'établissement de santé (CSCOMs et CSREFs) directement endommagés ou affectés par les interventions militaires.
Lacunes	<ul style="list-style-type: none"> • Accessibilité limitée dans certaines zones. Vision partielle sur des besoins en EHA pour les réseaux d'eau qui ont été potentiellement affectés directement ou indirectement par les interventions militaires. UNICEF fait actuellement une évaluation téléphonique des plus grands opérateurs de réseaux urbains dans la zone de conflit pour évaluer l'impact potentiel des manques des carburants, des manques d'électricité, des pillages ou et des dommages causés par le conflit. Des évaluations sont en cours et il est possible que les besoins pour les réseaux d'eau soient plus importants que prévu. • Manque de vision claire sur des besoins en EHA dans les établissements de santé (CSCOM, CSREF) touchés directement ou indirectement par le conflit. Plus d'efforts de coordination doivent être faits avec le Cluster Santé concernant les besoins EHA dans les CSCOMs et CSREFs.
Contraintes	<ul style="list-style-type: none"> • Accessibilité limitée dans certaines zones. • Insuffisance des financements pour 2012 (totale reçu = \$13 503 000) – Financement en EHA pendant 2013 sont encore nécessaires et urgent à soutenir 227 206 personnes déplacées, 150 000 personnes hôtes, 1.56 million de personnes vivant dans des régions à risque de choléra, 42 000 couples (mère accompagnant – enfant sévèrement malnutri) et les 1.72 million personnes vivant dans les zones touchées par le conflit tels que décrits dans la CAP de 2013.
Réponses prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> • Distribution d'articles non alimentaires EHA (avec promotion de l'hygiène) à environ 15 000 personnes récemment déplacées et 15 000 potentielles. • Distribution d'articles non alimentaires EHA (avec promotion de l'hygiène) à environ 10 000 personnes d'accueil nouvelles et 10 000 potentielles (soit 2/3 des PDIs chez une famille hôte). • Assistance EHA en urgence (traitement et transport de l'eau, l'installation des points d'eau temporaires, l'installation des latrines temporaires, et la distribution des kits d'hygiène avec promotion de l'hygiène) à 6 500 personnes déplacées dans des camps informels (comme sur la frontière Algérienne à Tin Zaoutin). • Assistance technique EHA et matérielle (carburant, pièces de rechange, du chlore, des groupes électrogènes, des panneaux solaires, des pompes, des réservoirs et de réhabilitation des points d'eau) à 12 systèmes d'eau municipaux endommagés par le conflit ou le pillage. • Pré-positionnement de produits de traitement d'eau à domicile (HTH, aquatabs, PUR) dans les zones urbaines avec un approvisionnement en eau erratique (en raison des pillages, dommages des conflits, le manque de carburant, manques des pièces de rechange, problèmes avec l'électricité, manque des opérateurs) pour 100 000 personnes. • Evaluation des besoins en EHA dans les structures de santé de Gao, Mopti et Ségou avec assistance technique et matérielle (carburant, pièces de rechange, du chlore, groupes électrogènes, panneaux solaires, la réhabilitation des réservoirs, points d'eau et latrines) à 80 structures de santé (CSCOMS, CSREFS, URENIS, URENAS).

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Eau Hygiène et Assainissement (EHA)

Projets prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> Six projets prioritaires (MLI-13/WS/52733/8058, MLI-13/WS/52769/6458, MLI-13/WS/52840/5179, MLI-13/WS/52843/6079, MLI-13/WS/52909/124, MLI-13/WS/54554/5120).
Partenaires opérationnels	<ul style="list-style-type: none"> CARE, CRS, OIM, CRM, Solidarités, IRC, ACTED, ACF, Plan, World Vision, Aidement, DGPC, WaterAid, TDH, TearFund, OMS, UNICEF, SC, Eau Vive, PROTOS, AVSF, Oxfam-GB, GRAD, HI, Islamic Relief
Coût chiffré	\$ 17.71 millions montant total requis immédiatement pour les projets prioritaires.

Education

Besoins prioritaires	<p><u>Au nord et au centre du Mali</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 372 000 enfants en âge scolaire dont l'accès à l'éducation est compromise et nécessitant, d'une part, d'une approche pédagogique adaptée en raison de l'interruption prolongée des activités d'apprentissage, d'autre part, d'un appui en matériel d'apprentissage y compris en manuels scolaires. 1 528 écoles ayant un besoin soit en dépollution, réhabilitation, construction de nouvelles salles de classes et mise en place de cantines scolaires, équipements suite aux différentes attaques. 4 150 enseignants et 1 528 directeurs d'écoles nécessitant d'un appui en termes de matériels pédagogiques et de formation sur des thèmes pertinents à la gestion de l'éducation en situation d'urgence et qui peuvent contribuer à la résilience et à la culture, à la paix et à la tolérance au sein des communautés. <p><u>Au niveau national</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 754 724 enfants en âge scolaire dont l'accès à l'éducation est compromis et nécessite une approche pédagogique adaptée et d'un appui en matériel d'apprentissage y compris en manuels scolaires. 2 486 écoles (écoles d'accueil des déplacés, écoles inondées, écoles pillées et endommagées lors des confrontations à Konna et Douentza, écoles du nord) ayant un besoin soit en réhabilitation, construction de nouvelles salles de classes et mise en place de cantines scolaires, équipements. 2 486 directeurs d'écoles et 12 578 enseignants nécessitant d'un appui en termes de matériels pédagogiques et de formation sur des thèmes pertinents à la gestion de l'éducation en situation d'urgence et qui peuvent contribuer à la résilience et à la culture, à la paix et à la tolérance au sein des communautés.
Lacunes	<p><u>Capacités opérationnelles et financement:</u></p> <p>Le sous-financement des interventions d'urgence dans le secteur de l'éducation réduit les capacités opérationnelles des Organisations Non Gouvernementales dans un contexte où, d'une part, tout appui budgétaire au Gouvernement a été suspendu, d'autre part, les structures internes du Ministère de l'Education ont un grand besoin de renforcement pour une meilleure coordination, planification, suivi et évaluation des interventions d'urgence dans le secteur de l'éducation.</p>

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Education	
Contraintes	<p><u>Insécurité et accès aux régions directement affectées:</u></p> <p>Les risques de présence d'engins non explosés sur les sites et autour des écoles et la quasi absence du personnel éducatif et d'infrastructures éducatives (structures de gestion, écoles) compromettent l'accès à l'éducation pour les enfants en âge d'être scolarisés et restés dans les régions du nord du Mali.</p>
Réponse prioritaire	<p>Les priorités du secteur de l'éducation dans les régions restent:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le retour et le maintien à l'école des enfants affectés par le conflit au nord et au centre du Mali à travers: <ul style="list-style-type: none"> • L'appui au retour de l'administration scolaire et au redéploiement des enseignants dans les régions affectées par le conflit. • La distribution de matériels d'apprentissage et pédagogiques. • Le renforcement des capacités d'accueil des écoles (réhabilitation des écoles, mise en place d'espaces d'apprentissage et d'éveil). • L'organisation de cours de remédiation au sud, mise en place de programme d'apprentissage accéléré au nord et d'activités de compétences de vies courantes. 2. La mise en place d'une approche intersectorielle (<i>éducation, protection, sécurité alimentaire, eau, hygiène et assainissement, abris, nutrition</i>) qui assure et favorise: <ul style="list-style-type: none"> • La protection et le bien-être des enfants, des enseignants et du personnel de l'éducation (évaluation et dépollution des écoles et des bâtiments de l'administration scolaire, appui psychosocial, appui psycho-cognitif des enfants malnutris, éducation aux risques des mines). • Le maintien des élèves à l'école et un environnement sain (mise en place des cantines scolaires et des activités de promotion de l'hygiène). • La culture à la paix et à la tolérance à l'école et dans les communautés pour une meilleure cohésion sociale. 3. La coordination des interventions d'urgence et le renforcement du leadership du Ministère de l'Education et des collectivités territoriales pour une meilleure coordination, planification, suivi et évaluation des interventions d'urgence dans le secteur.
Projets prioritaires	Quatre projets prioritaires (MLI-13/E/52793/5765 , MLI-13/E/52794/6079 , MLI-13/E/53298/5179 , MLI-13/E/53323/124).
Partenaires opérationnels	UNICEF, Save the Children, Aga Khan Foundation, IRC, Intervida, Handicap International, Plan Mali, PAM, CRS, CRADE, Right to Play, World Education, APADL, GARDL, ACTED, NRC, ACAS, UAVES
Coût chiffré	\$ 4.7 millions montant total requis immédiatement pour les projets prioritaires.

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Logistique	
Besoins prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> • Maintien de la cellule de coordination à Bamako. • Renforcement de la capacité de gestion d'information. • Renforcement des capacités de stockage temporaire mobile (USM) en vue d'un déploiement sur le nord. • Renforcement d'une route d'approvisionnement Niger-Mali. • Evaluation d'autres routes d'approvisionnement alternatives. • Maintien des vols UNHAS vers les destinations actuelles. • Augmentation des capacités UNHAS pour permettre l'accès aux nouvelles destinations au nord.
Lacunes	Manque de financement UNHAS et Cluster Logistique
Contraintes	Environnement sécuritaire volatile
Réponse prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir une coordination efficace par le biais de réunions et contacts réguliers avec les partenaires. • Augmenter la capacité de gestion de l'information par le recrutement d'un gestionnaire de l'information au Cluster Logistique. • Préparation au déploiement d'USM en fonction des besoins exprimés par les partenaires. • Planification des vols UNHAS en fonction des besoins des partenaires (Mopti, Tombouctou et Niamey en priorité). • Augmentation des moyens UNHAS et ouverture de nouvelles destinations en fonction des demandes et de la sécurité.
Projets prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> • Maintien et augmentation de la capacité d'UNHAS Mali. • Coordination Logistique. • Gestion de l'information Logistique. • Augmentation de capacité de stockage mobile (USM)
Coût chiffré	\$ 1 844 000 montant total requis immédiatement pour le projet prioritaire (MLI-13/CSS/54122/561) (\$1,5 million montant pour 3 mois d'opération prioritaires UNHAS et \$344 000 montant pour 3 mois d'opération prioritaires pour le Cluster Logistique)

Nutrition	
Besoins prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> • La malnutrition est un problème structurel au Mali qui prévalait à la situation de crise socio-politique que traverse le pays depuis le début de l'année 2012. L'enquête SMART menée en 2012 – uniquement dans les régions du sud du pays du fait de la situation d'instabilité et de troubles politico-sécuritaires au nord – a montré une faible évolution des taux de malnutrition, avec un taux de MAG de 8.9% (vs 10.5% SMART 2011), dont 2.3% de MAS (vs 2.2% SMART 2011) et 6.6% de MAM (vs 8.3% SMART 2011). Le nombre d'enfants de 0 à 59 mois attendus en malnutrition aiguë pour l'année 2013, en tenant compte de la prévalence de malnutrition aiguë et en appliquant le taux d'accroissement de la population par région, est de 660.000 enfants à risques dont: 450.000 enfants à risques de malnutrition aiguë modérée, dont 185.000 filles et 265.000 garçons / 210.000 enfants à risques de malnutrition aiguë sévère, dont 86.000 filles et 124.000 garçons / 500.000 enfants de moins de cinq ans auront besoin d'actions préventives. Notons qu'il est estimé que 87% des cas attendus, soit 575.556 enfants, se trouvent dans les régions du sud du pays.

Nutrition

- Depuis fin 2011, l'UNICEF et ses partenaires répondent à une crise nutritionnelle au Mali jusqu'alors sous-estimée. Pour ce faire, sous la direction de l'UNICEF, l'ensemble des acteurs a mis en place un système de réponse national qui prend en compte l'ensemble des régions maliennes. Dans le cadre de cette réponse, outre les ressources humaines et leur formation, l'approvisionnement de la totalité des structures de santé en aliments thérapeutiques est assuré par UNICEF. Cette chaîne d'approvisionnement est essentielle afin d'assurer une continuité des services sur l'ensemble du territoire et ne doit par conséquent pas être rompue.
- Depuis la reprise récente du conflit, la situation de guerre (avec toutes les conséquences associées: déplacement, séparation familiale...) ne peut entraîner qu'une dégradation de l'état nutritionnel des populations au sud comme au nord. Du fait de la situation sécuritaire au nord, les taux de malnutrition globale dans ces trois régions ne peuvent toujours pas être confirmés à travers une enquête détaillée, mais compte tenu des difficultés alimentaires déjà éprouvées par les populations, de l'accès réduit aux structures de santé et limité aux zones urbaines, les principaux opérateurs humanitaires s'attendent à constater une situation dégradée, nécessitant une intervention immédiate. En outre, il est important de rappeler que la fin du mois de mars va correspondre au début de la période de soudure et par là-même, à une période attendue de dégradation de la situation nutritionnelle et alimentaire générale dans le pays; d'autant plus problématique que l'accessibilité aux régions du nord est loin d'être acquise.
- Dans ce cadre, les besoins et actions prioritaires au niveau national sont:
- L'accélération de la détection des cas de MAG au niveau communautaire et le renforcement du système de référence et contre-référence des cas vers les centres de santé appropriés.
- L'appui aux structures de santé pour la prise en charge des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes et allaitantes souffrant de MAG et/ou de carences en micronutriments suivant le protocole national de prise en charge des cas de malnutrition.
- Le renforcement des activités de prévention de la malnutrition et de supplémentation adéquate en micronutriments à travers la promotion des bonnes pratiques liées à l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) et la mise en place de programmes de *blanket feeding*.
- La mise en place, en collaboration avec le Ministère de la Santé et les partenaires, d'un système efficace de surveillance nutritionnelle à tous les niveaux: central, régional, de district sanitaire, communautaire.
- Le renforcement de la coordination régionale et nationale des interventions en nutrition et la coordination intersectorielle afin d'avoir un ciblage commun et une réponse humanitaire intégrée.
- L'identification d'un cadre institutionnel assurant l'exemption des frais de soins aux enfants MA et les modalités d'accompagnement s'y référant.
- Pour les régions affectées par le conflit, les besoins et actions prioritaires sont les suivants:
- Assurer l'approvisionnement en quantité suffisante des partenaires des ONG travaillant dans les régions de Gao, Kidal et Tombouctou ainsi que dans les trois DS de la Région de Mopti (Douentza, Tenenkou et Youwarou) en intrants nutritionnels et autres équipements nécessaires à la détection et prise en charge des cas de malnutrition aigüe afin d'engager, dès la réouverture de l'espace dans les zones rurales/communautaires, le ravitaillement des UREN, ainsi que la prise en charge des enfants affectés par une malnutrition aigüe.
- Suivre de manière hebdomadaire la situation nutritionnelle à travers le SCALING UP transmis par les ONG travaillant dans les trois régions nord du pays, et le *reporting* hebdomadaire transmis par la DNS / DN concernant les cinq régions sud du pays.
- Engager – en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire - la réhabilitation/reconstruction des structures de santé qui auraient été détruites, partiellement ou en totalité, suite aux combats.
- Assurer, en étroite collaboration avec la DNS / DN, la remise en route des structures de santé non fonctionnelles à travers leur équipement ainsi que le renforcement des capacités des cadres et agents de santé.
- Etablir un mécanisme de coordination régionale entre les partenaires travaillant à Gao, Kidal et Tombouctou ainsi que dans les trois DS nord de la région de Mopti (Douentza, Tenenkou et Youwarou) en prévision de l'ouverture prochaine de l'espace humanitaire dans

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Nutrition	
	<p>lesdites zones, et apporter un soutien fort aux partenaires du sous-cluster Nutrition de Ségou.</p> <ul style="list-style-type: none"> Assurer une coordination intersectorielle et un échange d'information effectifs entre les différents clusters (particulièrement EHA, Santé et Sécurité Alimentaire), la Commission Mouvement de Populations et les partenaires associés en vue d'anticiper quelconque un changement de situation socio-politique, sécuritaire, sanitaire, etc. qui aurait des conséquences sur les modes d'interventions, les besoins identifiés et réponses à apporter.
Lacunes	<ul style="list-style-type: none"> Faible couverture géographique physique des partenaires (<i>42% en décembre 2012</i>). Identification en cours des structures de santé non-fonctionnelles dans les régions nord. Barrière des frais de soins pour les enfants MA. Insuffisance dans la détection / prévention des cas de malnutrition et dans le système de référence et contre référence des cas. Renforcement des activités de communication pour le développement, C4D, ANJE, PFE. Evaluations nutritionnelles spécifiques.
Contraintes	<ul style="list-style-type: none"> Accessibilité limitée pour les partenaires hors des zones sécurisées situées dans les régions nord et dans trois DS de Mopti (Douentza, Tenenkou et Youwarou), soit dans l'essentiel des zones rurales. Perturbation de la chaîne d'approvisionnement/distribution des intrants dans les régions nord et dans trois DS de Mopti (Douentza, Tenenkou et Youwarou). Faible visibilité sur l'évolution du scénario politico-sécuritaire.
Réponse prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Prépositionnement de stocks d'intrants nutritionnels dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal, et dans les trois DS de Mopti. Evaluations nutritionnelles spécifiques dans les zones affectées en utilisant une méthodologie commune. Renforcement des systèmes de dépistage, de référence et contre référence et de prise en charge des cas d'enfants souffrant de malnutrition aiguë.
Projets prioritaires	12 projets prioritaires (MLI-13/H/52592/5647 , MLI-13/H/52602/13863 , MLI-13/H/52688/14658 , MLI-13/H/52727/561 , MLI-13/H/52744/122 , MLI-13/H/52762/15533 , MLI-13/H/53004/13883 , MLI-13/H/53117/15726 , MLI-13/H/53138/124 , MLI-13/H/53221/124 , MLI-13/H/54281/14658 , MLI-13/H/53210/6079)
Partenaires opérationnels	UNICEF, PAM, OMS, ACF-E, ALIMA-AMCP, CRM-CRB, MDM-B, TDH, AVSF, Save The Children, World Vision, IRC, CRM-CRF, TDH, PLAN MALI, SADEVE, YA-G-TU, OMAES
Coût chiffré	<p>\$18.25 millions montant total requis immédiatement pour les projets prioritaires dont:</p> <ul style="list-style-type: none"> \$10.9 millions sont requis pour les frais liés aux consommables (<i>MAM et MAS dans le sud et le nord du pays</i>) ainsi que la formation des cadres/agents de santé travaillant dans les trois régions du nord. \$7.35 millions additionnels sont requis pour la mise en œuvre opérationnelle des interventions en nutrition.

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Protection	
Besoins prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la menace posée par la présence des mines, restes explosifs de guerre (REG) et des autres types de violences armées dans les communautés nord du Mali et dans la population déplacée par le conflit. • Prévention, identification, prise en charge holistique et réinsertion des cas des enfants séparés et non accompagnés, des enfants associés aux forces et groupes armés, et les cas de violences basées sur le genre y compris les violences sexuelles. • Monitoring de protection, prévention et réponse (aux violations des droits humains et suivi des déplacements internes et retour spontanés des PDI et réfugiés). • Assistance aux femmes et aux filles victimes de viols et autres formes de violences basées sur le genre du fait du conflit. • Renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité sur la protection des femmes et des enfants et le droit humanitaire international. • Cartographie et renforcement des mécanismes communautaires de protection des populations vulnérables, de résilience et de cohésion sociale dans les zones de déplacement et/ou de retour dans le cadre d'une approche concertée. • Renforcement de la coordination inter agence / intersectorielle des activités de protection aux niveaux national et décentralisé. • En collaboration avec les autres clusters, promouvoir l'accès équitable des populations affectées, en particulier les groupes vulnérables aux services sociaux de base tels que la santé, l'alimentation, l'abri et au droit à la protection.
Lacunes	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de système de surveillance et de collecte de données approprié aux situations d'urgence et questions de protection. • Manque de capacités en matière de gestion de l'information et analyse de données au sein du Cluster Protection. • Nombre d'organisations expérimentées en protection dans les zones de conflit insuffisant pour le monitoring de protection, l'assistance juridique et de documentation, et la réponse aux VBG et questions de protection de l'enfance. • Cartographie des acteurs pour la prise en charge et procédures de gestion de cas, concernant les VBG et la protection de l'enfant, inadéquates et faiblesse des mécanismes de référencement. • Compétences techniques des intervenants d'urgence insuffisantes pour la prise en compte des personnes âgées et handicapées.
Contraintes	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilité générale des questions liées à la prévention et la réponse aux VBG et enfants associés aux groupes armés. • Préexistence de structures et interactions sociales, facteurs culturels et tensions intercommunautaires qui marginalisent certains secteurs de la société, y compris les femmes, les personnes handicapées, [les basses castes] etc. • La lenteur du retour de l'administration et des services sociaux dans les régions du nord. • Le recours intense à des RH pour la prestation de services de protection et la nécessité d'organiser de sessions de sensibilisation et/ou de formation du personnel, membres de la société civile et leaders communautaires est préalable avant la mise en œuvre de plusieurs activités. • La transversalisation de la protection au sein des autres secteurs peut rendre la planification plus lourde. • Le caractère dynamique de la situation demande une flexibilité pour permettre de mieux servir les populations ciblées.
Réponse prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> • Le programme de réponse s'appuie essentiellement sur le CAP 2013 tout en augmentant la couverture des activités de déminage et d'éducation aux dangers des mines prévues et ce afin d'être en mesure de répondre à l'aggravation de cette problématique ainsi que la prise en charge et la prévention des VBG, incluant la formation auprès d'effectifs militaires et civils maliens et internationaux. • Tout en intensifiant la réponse dans les régions du nord, des activités dans le centre et le sud du pays seront maintenues. • Mise en place du mécanisme de monitoring et amélioration de la collecte de données et le rapportage sur les risques et préoccupations relatives à la protection dans les zones de déplacement, affectées par le conflit et d'éventuelles zones de retour, y compris en ce qui

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Protection	
	<p>concerne le recrutement d'enfants associés aux forces armées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prévention du recrutement des enfants associés aux forces et groupes armés², les abus, l'exploitation, les violences basées sur le genre, y compris violence sexuelles, séparations familiales, accidents causés par les mines et restes explosifs de guerre. • Mise en place d'une base de données inter-agences, cartographie des acteurs et développement d'un système de référencement dans les zones de déplacement et de retour. • Identification, prise en charge holistique (médicale, juridique, psychosociale, économique, etc.) des femmes victimes de viols et autres forme de violence basée sur le genre, la gestion et le suivi des cas et référencement. • Formation des forces de défense et de sécurité sur la protection des femmes et des enfants en situation de conflit et le droit international humanitaire. • Atténuation des tensions intercommunautaires et ethniques à travers la sensibilisation de proximité et de masse au niveau communautaire sur la cohésion sociale et la réinsertion des enfants associés aux groupes armés. • Renforcement des capacités techniques/opérationnelles des acteurs institutionnels/ONGs incluant formations et équipement. • Appui au retour spontané des PDI et réfugiés les plus vulnérables dans les zones de retour accessibles. • Coordination des activités de protection (protection enfant, VBG, risques des mines et mouvement des populations) incluant la gestion de l'information dans l'action humanitaire et la transition vers le relèvement précoce. • Collaboration avec les autres clusters (Education, Santé, EHA, Sécurité alimentaire, Abri) pour trouver les solutions intégrées pour les personnes affectées par le conflit. • Plaidoyer en direction du Gouvernement, des partenaires, des donateurs pour la mobilisation des ressources et la mise en œuvre des actions de prévention et des interventions au niveau national et régional en faveur de la protection. • Approvisionnement en kits d'hygiène ou dignité pour les plus vulnérables des affectées.
Projets prioritaires	33 projets prioritaires (MLI-13/P-HR-RL/57861/298 , MLI-13/P-HR-RL/53974/1171 , MLI-13/P-HR-RL/54017/298 , MLI-13/H/52681/14658 , MLI-13/H/52682/14658 , MLI-13/H/52725/5349 , MLI-13/H/52880/5465 , MLI-13/MA/53107/124 , MLI-13/P-HR-RL/52746/5349 , MLI-13/P-HR-RL/52781/5349 , MLI-13/P-HR-RL/52786/1171 , MLI-13/P-HR-RL/52790/1171 , MLI-13/P-HR-RL/52790/120 , MLI-13/P-HR-RL/52790/124 , MLI-13/P-HR-RL/52790/14812 , MLI-13/P-HR-RL/53003/15728 , MLI-13/P-HR-RL/53029/6079 , MLI-13/P-HR-RL/53039/5762 , MLI-13/P-HR-RL/53194/5524 , MLI-13/P-HR-RL/53197/15774 , MLI-13/P-HR-RL/53249/124 , MLI-13/P-HR-RL/53486/120 , MLI-13/P-HR-RL/53565/15721 , MLI-13/P-HR-RL/53580/15745 , MLI-13/P-HR-RL/53596/5104 , MLI-13/P-HR-RL/53645/5179 , MLI-13/P-HR-RL/53706/298 , MLI-13/P-HR-RL/53708/124 , MLI-13/P-HR-RL/53784/1171 , MLI-13/P-HR-RL/53834/5120 , MLI-13/P-HR-RL/53851/5146 , MLI-13/P-HR-RL/53853/6458 , MLI-13/P-HR-RL/53860/15529)
Partenaires opérationnels	Gouvernement: Protection Civile (Ministère de l'Intérieur), le Ministère des Affaires Humanitaires, Ministère des Affaires Sociales et Promotion de la Femme et de l'enfant). ONGI /organisations internationales: ACTED, AJDM, AMSOPT, CNRC, Coopération, CR-F, CR-M, CRS, FNUAP, HCR, HI, IRC, Islamic Relief, MDM, OIM, OIT, ONU Femmes, Oxfam International, Plan International, DRC, Save the Children., Sisan, TdH, UNICEF et Vision Mondiale Internationale
Coût chiffré	\$15 millions , montant total requis immédiatement pour les projets prioritaires.

² Les enfants associés aux groupes armés inclus les enfants associés aux groupes d'auto-défenses etc.

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Santé	
Besoins prioritaires	<p><u>Commentaire:</u> inclure l'information disponible au niveau du cluster concernant les structures socio-sanitaire qui ne fonctionnent pas et donner des précisions concernant l'action actuelle des partenaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des structures socio-sanitaires, y compris en EHA. pour la restauration rapide des services essentiels de santé • Matériel médical et intrants médicaux (kits d'urgence, kits de dignité, kits SR et hygiène) pour les centres de santé. • Mise en place/renforcement de la banque de sang pour faire face aux urgences médicales liées au conflit armé • Renforcement de la couverture vaccinale dans les régions affectées où les activités de vaccination étaient interrompues • Subvention financière pour accompagner la gratuité des services aux groupes vulnérables. • Renforcement de la surveillance épidémiologique et de la riposte aux épidémies.
Lacunes	<ul style="list-style-type: none"> • Limitation de l'accès aux soins liée à la destruction et /ou pillage des infrastructures, l'arrêt du fonctionnement de nombreuses structures de santé et le départ du personnel et des ONG. • Identification des structures de santé non-fonctionnelles. • Barrière de l'exemption des frais de soins pour les plus vulnérables.
Contraintes	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'accès et d'évaluation des besoins. • Prestataires de services limités dans la zone affectée.
Réponse prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> • Gao, Tombouctou, Kidal, Mopti (en partie), Bamako: intrants médicaux (kits d'urgence, kits trauma A et B, kits chirurgie, kits choléra, kits malaria, kit SR d'urgence). Mise en place / renforcement de la banque de sang. • Bamako, Mopti et Ségou: intrants médicaux (kits d'urgence, kits trauma A et B, kits chirurgie, kits choléra, kits malaria, kit SR d'urgence, antidiabétiques). • Evaluation des capacités des structures de santé en vue de faire face à la demande des populations. • Kayes, Koulikoro et Sikasso: mise en place/renforcement de la banque de sang. • Renforcement initial des capacités des structures socio-sanitaires, pour la restauration des soins essentiels (SIMR, Paludisme, méningite, maladie chronique et maladie tropicales négligées, suivi de grossesse et accouchements). • Appui à la prise en charge des blessés de guerre (formation et déploiement de staff; équipement des centres de régulation (télécommunications/informatique...). • Renforcement de la mise en œuvre du PMA / Dispositif minimum d'urgence (DMU) en SR dans toutes les aires de santé (renforcement des soins essentiels dans la communauté: CSCom). • Mettre en place et assurer le fonctionnement des différents groupes de travail dans les régions d'accueil (Mopti et Ségou.....). • Supporter les activités de supervision des districts sanitaires et des régions. • Renforcer le système d'évacuation médicale surtout pour la gestion des urgences compliquées telles blessés graves, grossesses et accouchement compliquées. • Renforcer la couverture vaccinale dans les régions affectées par la crise par des campagnes de rattrapage. • Renforcement des capacités des structures de santé en matière d'hygiène, d'approvisionnement en eau potable et de salubrité. • Apporter une subvention financière pour accompagner la gratuité des services. • Appuyer le système de gestion d'information surtout au niveau régional et de district pour la collecte de données • Constitution d'une base de données et appui institutionnel pour le Cluster Santé.

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Santé	
Projets prioritaires	Six projets prioritaires (MLI-13/H/52686/14658 , MLI-13/H/53647/122 , MLI-13/H/53744/122 , MLI-13/H/53746/122 , MLI-13/H/53806/122 , MLI-13/H/53867/122)
Partenaires opérationnels	OMS, UNFPA, UNICEF, ONUSIDA, ONUFEMME, FENASCOM, GP/SP, MDM – B, MDM – F, MSF – E, MSF – F, ALIMA, SADEVE, CARE, GP/SP, Save the Children, Equipe pluridisciplinaire médico-chirurgicale
Coût chiffré	\$ 5.13 millions montant total requis immédiatement pour les projets prioritaires.

Sécurité alimentaire	
Besoins prioritaires	<p>Le Mali reste marqué par une «triple crise». (1) crise aigüe de sécurité alimentaire et nutritionnelle de 2011 qui se prolonge en 2013 pour les ménages les plus vulnérables ayant peu bénéficié des bonnes récoltes et ayant toujours besoins d'assistance, (2) crise liée à l'érosion de la résilience des populations face aux chocs récurrents, à l'insécurité alimentaire chronique et à la malnutrition et (3) déplacements internes et transfrontaliers suite au conflit au nord.</p> <p>Globalement dans le pays, bien que la campagne agricole 2012-2013 soit jugée bonne et que de nouvelles récoltes sont davantage disponibles sur les marchés, les niveaux des prix des céréales à la consommation peinent à baisser. Comparés à la moyenne quinquennale, les prix restent élevés. Il est urgent d'œuvrer à la reconstitution des stocks familiaux et communautaires.</p> <p>La fermeture de la frontière algérienne, l'augmentation des contrôles aux frontières nigérienne et mauritanienne, une certaine restriction des exportations céréalières (notamment par le Niger) ainsi que la perturbation persistante des flux sud-nord, accroissent la fragilité de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence des populations résidant encore dans le nord du pays. Les difficultés de mouvement des troupeaux et de distribution des marchandises contribuent fortement à cette fragilité.</p> <p>Il en résulte des besoins urgents en termes de:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assistance humanitaire d'urgence et prévention de la malnutrition. • Reconstitution des stocks alimentaires. • Soutien de la campagne agricole en cours (contre saison) et de la campagne céréalière 2013 -2014. • Renforcement de la résilience, des capacités des agriculteurs et des éleveurs (fourniture d'intrants agricoles, suivi sanitaire du bétail etc).
Lacunes	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de financement accru par rapport à la fin de 2012 (désormais 76% pour l'ensemble du Cluster Sécurité alimentaire).
Contraintes	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'intervention en raison des problèmes d'accès aux zones concernées
Réponse prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> • Les actions prioritaires se focalisent sur: • L'assistance alimentaire d'urgence: distribution de vivre aux populations déplacées et aux résidents vulnérables, blanket feeding, transfert d'argent et soutien aux activités génératrices de revenus des ménages les plus vulnérables. • L'assistance nutritionnelle pour la prévention et le traitement de la malnutrition aigüe modérée, cantines scolaires. • La constitution de stocks alimentaires (notamment des stocks de céréales et de riz). • Le renforcement de la résilience et de la production agricole: distribution de semences et d'outils agricoles, formation d'auxiliaires d'élevage, santé animale et appui à la mise en place de jardins potagers–vivriers.

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Sécurité alimentaire	
	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités de production et de conservation des femmes rurales: équipement, aménagement des périmètres maraichers, transformation, restauration petit élevage, pisciculture.
Projets prioritaires	Sept projets prioritaires (MLI-13/A/52703/123 , MLI-13/A/53011/13883 , MLI-13/A/53422/6919 , MLI-13/A/57744/6075 , MLI-13/F/57888 , MLI-13/F/53341/561 , MLI-13/F/53408/561).
Partenaires opérationnels	PAM, FAO, ACTED, Africare, CRS, AVSF, Care, ENDA Mali, AKF, CISV, WHH, Solidarités, World Vision, CSA, Save the Children, Bonkoré, ICCO, OXFAM, ONU Femmes
Coût chiffré	\$82 millions montant total requis immédiatement pour les projets prioritaires.

Services Communs	
Besoins prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> Plaidoyer pour un accès sécurisé des acteurs humanitaires aux populations affectées. Maintenir et élargir l'espace humanitaire aux nouvelles zones jugées prioritaires. Renforcer et élargir les mécanismes de coordination aux zones du centre et du nord (Ségou, Mopti, Gao, Kidal et Tombouctou). Promouvoir et renforcer la coordination civilo-militaire et transfrontalière avec les pays voisins et le bureau régional (ROWCA). Plaidoyer pour le financement immédiat des besoins prioritaires. Renforcer la présence d'UNDSS dans le pays et déployer UNDSS dans les zones du centre et du nord nouvellement accessibles, en coordination avec le Cluster Télécommunications d'urgence, afin d'améliorer l'accès sécurisé de la réponse humanitaire. Etablir des bases conjointes UN avec systèmes de communication et déploiement du staff UN dans le nord.
Lacunes	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les mécanismes de coordination au niveau régional. Absence des UN dans le nord. Manque d'opérationnalisation de la réponse humanitaire (cf. actions prévues dans le code de conduite).
Contraintes	<ul style="list-style-type: none"> Accès aux populations civiles affectées à cause de la sécurité.
Réponse prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la coordination civilo-militaire et transfrontalière. Décentralisation de la coordination. Accès sécurisé aux populations affectées soutenu par un support adéquat d'UNDSS, des clusters logistique et télécommunications d'urgence, et de nettoyage des mines. Etablissement des bases conjointes UN avec systèmes de communication et déploiement du staff UN dans le nord.
Projets prioritaires	Deux projets prioritaires (1 UNDSS : MLI-13/S/53943/5139 ; 1 OCHA : MLI-13/CSS/53146/119).
Partenaires opérationnels	DSS, OCHA
Coût chiffré	\$ 1.58 montant total requis immédiatement pour les projets prioritaires.

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Télécommunications d'urgence	
Besoins prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des infrastructures de télécommunications de sécurité au nord du pays • Etablir des services communs de télécommunications de sécurité et de communication de données pour la communauté humanitaire à Gao, Tombouctou et Kidal
Contraintes	Environnement sécuritaire volatile et accès
Réponse prioritaire	<ul style="list-style-type: none"> • Déploiement de COMCENS (Centres de communication) conformes à MOSS/CMOSS à Gao, Tombouctou et Kidal afin de fournir les services d'internet et de services communs de communication de sécurité en coordination avec UNDSS • Recrutement et formation d'opérateurs radio pour le nord. • Formation du personnel UN et ONG a l'utilisation des outils et services de télécommunication.
Projets prioritaires	1 projet prioritaire Télécommunications d'urgence (MLI-13/CSS/53961/561)
Coût chiffré	\$900,000 montant total requis immédiatement pour les besoins prioritaires.

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Tableau II: Liste de projets prioritaires par groupe sectoriel

Appel global pour le Mali
au 7 mars 2013

Code du projet <small>(cliquez sur le code du projet / lien hypertexte pour ouvrir les détails du projet complet)</small>	Titre	Agence	Fonds requis originaux (\$)	Fonds requis révisés (\$)	Fonds requis prioritaires Jan – Avr 2013 (\$)
ABRIS ET ARTICLES NON-ALIMENTAIRES					
MLI-13/S-NF/53868/298	<i>Shelter and NFIs Assistance for the Internally Displaced and Hosting Families in Mali</i>	IOM	2 267 265	2 267 265	2 255 000
MLI-13/S-NF/54593/120	Assistance en abri et non vivres aux personnes déplacées internes dans les familles d'accueil et sur les sites et lieu de retour au Mali	HCR	2 382 641	2 382 641	2 255 000
Sous-total pour ABRIS ET ARTICLES NON-ALIMENTAIRES			4 649 906	4 649 906	4 510 000
EAU-HYGIENE-ASSAINISSEMENT					
MLI-13/WS/52733/8058	Approvisionnement en eau potable et promotion de l'hygiène assainissement dans les zones de prévalence de la malnutrition dans le Cercle de Gourma Rharous	IRW	1 467 180	1 467 180	1 467 180
MLI-13/WS/52769/6458	Réponse aux besoins urgents en eau, hygiène et assainissement pour les populations affectées par le conflit et les déplacements dans le nord du Mali	ACTED	322 839	322 839	322 839
MLI-13/WS/52840/5179	Contribuer à réduire la mortalité et la morbidité liées aux maladies diarrhéiques et le cholera en particulier dans les cercles d'Ansongo, Menaka, Djenne, Mopti et Kati des régions de Gao, Mopti, et Koulikoro	IRC	2 980 159	2 980 159	2 980 159
MLI-13/WS/52843/6079	<i>Respond and mitigate WASH-related morbidity and mortality on conflict displaced, malnourished/severe food insecure, flood – affected children and communities at high risk of communicable disease in Northern and Southern Mali.</i>	SC	3 067 201	3 067 201	3 067 201
MLI-13/WS/52909/124	Lutter contre les maladies liées à l'eau et renforcer la résilience des populations vulnérables affectées par les crises actuelles (crise alimentaire et nutritionnelle, conflit, cholera) en améliorant l'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène.	UNICEF	19 159 059	19 159 059	7 872 621

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Code du projet (cliquez sur le code du projet / lien hypertexte pour ouvrir les détails du projet complet)	Titre	Agence	Fonds requis originaux (\$)	Fonds requis révisés (\$)	Fonds requis prioritaires Jan – Avr 2013 (\$)
MLI-13/WS/54554/5120	Réponse aux besoins en eau, hygiène et assainissement pour les populations affectées par la situation sécuritaire, la malnutrition et le choléra	OXFAM GB	4 061 720	4 061 720	2 000 000
Sous-total pour EAU-HYGIENE-ASSAINISSEMENT			31 058 158	31 058 158	17 710 000
EDUCATION					
MLI-13/E/52793/5765	<i>Rapid "back to school" for displaced and vulnerable children in Mopti.</i>	AKF	1 103 284	1 103 284	411 341
MLI-13/E/52794/6079	<i>Protection through the education for children affected the complex emergency in Mali (food/nutrition, conflict, political instability, and floods)</i>	SC	3 200 000	3 200 000	1 193 067
MLI-13/E/53298/5179	<i>Integrated Education, WASH, child protection, and nutrition program to improve education opportunities in communities affected by conflict and malnutrition in Ansongo and Menaka Circles, Kati District, and Mopti circle and Djenne</i>	IRC	567 100	567 100	211 434
MLI-13/E/53323/124	Assurer l'accès à une éducation de qualité et le maintien de 403,800 filles et garçons (3-18) affectés par les crises (socio politique, alimentaire/nutritionnelle, inondations), notamment les plus vulnérables dans le district de Bamako et les régions de Ségou, Kayes, Koulikoro, Mopti, Gao, Kidal et Tombouctou	UNICEF	7 725 400	7 725 400	2 880 287
Sous-total pour EDUCATION			12 595 784	12 595 784	4 696 129
LOGISTIQUE					
MLI-13/CSS/54122/561	Fournir à la communauté humanitaire les moyens et services appropriés ainsi que des mécanismes de coordination afin de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations du Mali affectées par les crises alimentaires et sécuritaires	PAM	4 340 600	4 340 600	1 844 000
Sous-total pour LOGISTIQUE			4 340 600	4 340 600	1 844 000
NUTRITION					
MLI-13/H/52592/5647	Réponse à la crise nutritionnelle dans les districts sanitaires de Kita (Kayes), Banamba (Koulikoro), Ansongo, Bourem et Gao (Gao) et Commune IV et Commune VI de Bamako.	ACF - Espagne	6 983 067	6 983 067	3 491 534

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Code du projet (cliquez sur le code du projet / lien hypertexte pour ouvrir les détails du projet complet)	Titre	Agence	Fonds requis originaux (\$)	Fonds requis révisés (\$)	Fonds requis prioritaires Jan – Avr 2013 (\$)
MLI-13/H/52602/13863	Réponse d'urgence auprès des populations affectées par le conflit au Nord du Mali/ Région de Tombouctou Districts de Diré et Goundam	ALIMA	1 294 825	1 294 825	647 413
MLI-13/H/52688/14658	Prévention, dépistage et prise en charge de la malnutrition dans la région de Kidal	MDM - Belgique	1 000 000	1 000 000	500 000
MLI-13/H/52727/561	Programme de supplémentation nutritionnelle pour la prévention de la malnutrition aigüe modérée chez les enfants âgés de 6 à 59 mois dans les régions affectées par le conflit.	PAM	6 203 568	6 203 568	5 000 000
MLI-13/H/52744/122	Renforcement de la qualité de la prise en charge des enfants sévèrement malnutris dans les Unités de Prise en charge Intensive (URENI) dans les 5 régions du Sud du Mali (Kayes; Koulikoro, Mopti. Ségou, Sikasso) +Bamako	OMS	2 689 445	2 689 445	1 344 723
MLI-13/H/52762/15533	Programme d'Urgence Nutritionnelle (PUN) dans 12 aires de santé sur 20 à Niafunké Région de Tombouctou	OMAES	498 929	498 929	249 465
MLI-13/H/53004/13883	Service mobile de santé mixte en milieu pastoral au Nord Mali	AVSF	652 000	652 000	326 000
MLI-13/H/53117/15726	Renforcement des activités de prévention et de prise en charge de la malnutrition Aiguë au niveau communautaire dans 16 aires de santé du district sanitaire de Bandiagara	YA-G-TU	359 768	359 768	179 884
MLI-13/H/53138/124	<i>Emergency response to the nutrition crisis in Mali through community-based treatment of acute malnutrition and prevention of both acute and chronic malnutrition of vulnerable groups (under-five children, pregnant and lactating women, Internally Displaced Persons)</i>	UNICEF	37 463 000	37 463 000	5 000 000
MLI-13/H/53221/124	Appui à la coordination du Cluster Nutrition et processus de renforcement des capacités étatiques à la préparation et réponse aux urgences	UNICEF	510 000	510 000	255 000
MLI-13/H/54281/14658	Prévention, dépistage et prise en charge de la malnutrition dans la région de Gao	MDM - Belgique	1 000 000	1 000 000	500 000
MLI-13/H/53210/6079	Programme d'Urgence Intégré de Prévention et de Prise en Charge de la Malnutrition dans 4 Régions du Mali (Sikasso - Yorosso, Kayes - Diema, Mopti -district de Mopti et Gao- Soni Alibert)	SC	2 850 000	2 850 000	755 983
Sous-total pour NUTRITION			61 504 602	61 504 602	18 250 000

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Code du projet (cliquez sur le code du projet / lien hypertexte pour ouvrir les détails du projet complet)	Titre	Agence	Fonds requis originaux (\$)	Fonds requis révisés (\$)	Fonds requis prioritaires Jan – Avr 2013 (\$)
PROTECTION					
MLI-13/P-HR-RL/57861/298	Lutte anti mines au MALI	UNMAS	-	9 927 195	3 217 203
MLI-13/P-HR-RL/53974/1171	Mise en place d'un système d'information sur les déplacés du Nord du Mali	UNFPA	321 000	321 000	102 239
MLI-13/P-HR-RL/54017/298	<i>Tracking Population Displacement and Return Movements in Mali</i>	IOM	1 562 400	1 562 400	497 624
MLI-13/H/52681/14658	Prise en charge urgence des besoins médico psychosociaux des enfants et des femmes déplacés internes victimes du conflit, à Bamako, Mali	MDM - Belgique	480 000	480 000	152 880
MLI-13/H/52682/14658	Projet de prévention et de renforcement de la prise en charge médico-psychosociale des enfants en situation de vulnérabilité à Bamako (Mali).	MDM - Belgique	275 000	275 000	87 588
MLI-13/H/52725/5349	Soutien psychosocial à la population déplacée du Nord Mali dans la région de Mopti	HI	847 726	847 726	270 001
MLI-13/H/52880/5465	Appui psychosocial aux mères et aux jeunes enfants vulnérables des communes I et V du district de Bamako	Croix-Rouge Française	290 905	290 905	92 653
MLI-13/MA/53107/124	<i>Support to Mine Risk Education (MRE), Victim Assistance and Mine Action Advocacy in Mali</i>	UNICEF	868 481	868 481	276 611
MLI-13/P-HR-RL/52746/5349	Urgence et Education aux Risques des restes explosifs de guerre à Mopti et dans les régions du Nord	HI	358 800	358 800	114 278
MLI-13/P-HR-RL/52781/5349	Prise en charges des populations les plus vulnérables à travers la mise en place de relais Handicap et Vulnérabilité auprès des populations Nord et la mise en place d'un dispositif d'accompagnement au niveau des acteurs humanitaires.	HI	1 842 888	1 842 888	586 960
MLI-13/P-HR-RL/52786/1171	Lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF) parmi les populations déplacées internes du Nord vers le Sud du Mali	UNFPA	599 200	599 200	190 845
MLI-13/P-HR-RL/52790/1171	Prévention de violences basées sur le genre et prise en charge des cas au sein de populations déplacées internes et au niveau des zones du Nord du Mali	UNFPA	1 658 500	1 658 500	528 232
MLI-13/P-HR-RL/52790/120	Prévention de violences basées sur le genre et prise en charge des cas au sein de populations déplacées internes et au niveau des zones du Nord du Mali	HCR	535 000	535 000	170 398

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Code du projet (cliquez sur le code du projet / lien hypertexte pour ouvrir les détails du projet complet)	Titre	Agence	Fonds requis originaux (\$)	Fonds requis révisés (\$)	Fonds requis prioritaires Jan – Avr 2013 (\$)
MLI-13/P-HR-RL/52790/124	Prévention de violences basées sur le genre et prise en charge des cas au sein de populations déplacées internes et au niveau des zones du Nord du Mali	UNICEF	2 033 000	2 033 000	647 510
MLI-13/P-HR-RL/52790/14812	Prévention de violences basées sur le genre et prise en charge des cas au sein de populations déplacées internes et au niveau des zones du Nord du Mali	ONU Femme	1 300 000	1 300 000	414 050
MLI-13/P-HR-RL/53003/15728	Réponse aux violences basées sur le genre (VBG) à travers la création de 6 centres polyvalents filles et femmes pour les survivantes dans les 6 communes du District de Bamako au Mali	SISAN	481 500	481 500	153 358
MLI-13/P-HR-RL/53029/6079	<i>Ensure the protection and wellbeing of children and youth affected by the armed conflict in the North, the food and nutrition crises and the floods.</i>	SC	1 522 500	1 522 500	484 916
MLI-13/P-HR-RL/53039/5762	Projet d'appui et de prévention intersectoriel de protection, nutrition, eau hygiène et assainissement pour les enfants les plus vulnérables de la région de Ségou, districts sanitaires de Markala et Macina (VOLET PROTECTION)	Terre des Hommes	817 600	817 600	260 406
MLI-13/P-HR-RL/53194/5524	Amélioration des Capacités de Résilience des Enfants et leurs familles victimes de la Crise Humanitaire à Mopti et Ségou	Plan	808 749	808 749	257 587
MLI-13/P-HR-RL/53197/15774	Projet de prévention et de réponse contre la violence faite aux filles et aux femmes au niveau de la commune de Sikasso	AMSOPT	277 366	277 366	88 341
MLI-13/P-HR-RL/53249/124	Protection des enfants affectés par les crises au Mali	UNICEF	6 369 227	6 369 227	2 028 599
MLI-13/P-HR-RL/53486/120	Contribution à la protection et à l'assistance aux personnes déplacées internes et les communautés/familles d'accueil au Mali	HCR	1 465 000	1 465 000	466 603
MLI-13/P-HR-RL/53565/15721	Renforcement des systèmes communautaires, institutionnels et de la société civile de prévention, réponse et plaidoyer sur les violences basées sur le genre, et de protection des femmes et enfants déplacées internes à Bamako	Cooperacció	250 000	250 000	79 625
MLI-13/P-HR-RL/53580/15745	Projet d'appui a la prévention et la réduction de l'impact des conflits armes et de la crise alimentaire sur les enfants dans les régions de Koulikoro, Segou et Bamako	AJDM	392 868	392 868	125 128

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Code du projet (cliquez sur le code du projet / lien hypertexte pour ouvrir les détails du projet complet)	Titre	Agence	Fonds requis originaux (\$)	Fonds requis révisés (\$)	Fonds requis prioritaires Jan – Avr 2013 (\$)
MLI-13/P-HR-RL/53596/5104	Appui à la prévention et à la lutte contre l'enrôlement des enfants et jeunes dans les groupes armés	ILO	2 413 022	2 413 022	768 548
MLI-13/P-HR-RL/53645/5179	<i>Child Protection prevention and response programming</i>	IRC	1 016 500	1 016 500	323 755
MLI-13/P-HR-RL/53706/298	<i>Assessing and Monitoring Protection Needs of IDPs in Mali</i>	IOM	1 142 387	1 142 387	363 850
MLI-13/P-HR-RL/53708/124	Appui à la coordination et au développement des capacités nationales et régionales des acteurs de la Protection de l'Enfance (PE)	UNICEF	406 600	406 600	129 502
MLI-13/P-HR-RL/53784/1171	Lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) dans les régions de Tombouctou, Mopti, Ségou, Koulikoro et du District de Bamako	UNFPA	1 000 450	1 000 450	318 643
MLI-13/P-HR-RL/53834/5120	Projet d'appui à la mise en place d'un mécanisme de protection à base communautaire dans les zones ciblées	OXFAM GB	800 000	800 000	254 800
MLI-13/P-HR-RL/53851/5146	Cash Grant pour Assistance aux Personnes déplacées Internes du nord du Mali les plus vulnérables – Faaba ('Aide' en langue sonrai)	CRS	3 425 153	3 425 153	1 090 911
MLI-13/P-HR-RL/53853/6458	Soutien aux populations affectées par la crise alimentaire régionale et le conflit armé au nord du Mali dans le district de Bamako	ACTED	919 230	919 230	292 775
MLI-13/P-HR-RL/53860/15529	Accompagnement à la réinsertion socio-économique des victimes des violences basées sur le genre dans la région de MOPTI, SEGOU et BAMAKO	SADEVE	513 600	513 600	163 582
Sous-total pour PROTECTION			36 994 702	46 921 897	15 000 000
SANTE					
MLI-13/H/52686/14658	Assistance médicale pour les populations dans le Nord Mali	MDM – Belgique	1 760 000	1 760 000	1 760 000
MLI-13/H/53647/122	Appui à la réhabilitation et la remise en état de fonctionnalité des structures de santé pillées et ou détruites dans les régions de GAO, KIDAL et TOMBOUCTOU (11 Centre de Santé Communautaire) et (4 Centres de Santé de Référence)	OMS	759 700	759 700	759 700
MLI-13/H/53744/122	Renforcement de la surveillance épidémiologique et la lutte contre les épidémies au Mali.	OMS	1 500 000	1 500 000	1 500 000

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Code du projet (cliquez sur le code du projet / lien hypertexte pour ouvrir les détails du projet complet)	Titre	Agence	Fonds requis originaux (\$)	Fonds requis révisés (\$)	Fonds requis prioritaires Jan – Avr 2013 (\$)
MLI-13/H/53746/122	Projet de prévention et lutte contre le paludisme dans le district sanitaire de Tombouctou	OMS	181 000	181 000	181 000
MLI-13/H/53806/122	Restaurer l'offre et l'accès des services de santé aux populations affectées par la crise humanitaire dans les régions du nord (Gao, Tombouctou & Kidal) et du sud (Mopti), notamment pour les groupes vulnérables (femmes, enfants, personnes âgées) par l'approvisionnement en intrants d'urgence (médicaments, consommables, équipements médicaux et tentes)	OMS	450 000	450 000	450 000
MLI-13/H/53867/122	Renforcement de l'accessibilité au sang et aux produits sanguins sécurisés pour la réduction de la morbidité et de la mortalité maternelle dans les districts sanitaires et hôpitaux des régions du nord du Mali.	OMS	480 000	480 000	480 000
Sous-total pour SANTE			5 130 700	5 130 700	5 130 700
SECURITE ALIMENTAIRE					
MLI-13/A/52703/123	Renforcement des capacités de résistance et d'adaptation des ménages vulnérables d'agriculteurs et d'éleveurs affectés par la crise alimentaire, nutritionnelle et humanitaire dans 6 régions du Mali.	FAO	11 503 072	11 503 072	5 522 293
MLI-13/A/53011/13883	Sécurité alimentaire en milieu pastoral au Nord Mali	AVSF	1 404 000	1 404 000	3 367 648
MLI-13/A/53422/6919	Renforcer la résilience et les moyens d'existence des plus vulnérables et des agro-éleveurs dans la région de Mopti.	CISV	1 159 886	1 159 886	1 377 446
MLI-13/A/57744/6075	Projet de résilience alimentaire des populations	ICCO	2 697 189	2 697 189	1 606 582
MLI-13/F/57888/	Projet de Réponse à l'Insécurité Alimentaire dans les Cercles de Goundam et Diré (Région de TOMBBOUCTOU)	AGD-BONKORE	-	1 067 430	895 755
MLI-13/F/53341/561	Assistance alimentaire d'urgence aux populations affectées par la crise au nord Mali.	PAM	43 731 436	43 731 436	34 818 999
MLI-13/F/53408/561	Assistance d'urgence aux déplacés internes et aux familles hôtes suite à la crise au nord Mali	PAM	44 321 975	44 321 975	34 818 999
Sous-total pour SECURITE ALIMENTAIRE			104 817 558	105 884 988	82 407 722

MALI APPEL GLOBAL 2013 – ACTIONS PRIORITAIRES

Code du projet <small>(cliquez sur le code du projet / lien hypertexte pour ouvrir les détails du projet complet)</small>	Titre	Agence	Fonds requis originaux (\$)	Fonds requis révisés (\$)	Fonds requis prioritaires Jan – Avr 2013 (\$)
SERVICES COMMUNS ET COORDINATION					
MLI-13/CSS/53146/119	Renforcement de la coordination et du plaidoyer humanitaire au Mali	OCHA	3 260 568	3 778 907	944 726
MLI-13/S/53943/5139	Sécurité des acteurs humanitaires et leurs biens au Mali	UNDSS	1 673 652	3 321 158	632 667
Sous-total pour SERVICES COMMUNS ET COORDINATION			4 934 220	7 100 065	1 577 393
TELECOMMUNICATIONS D'URGENCE					
MLI-13/CSS/53961/561	Provision de services de télécommunications d'urgence pour la communauté humanitaire	PAM	2 231 313	2 231 313	900 000
Sous-total pour TELECOMMUNICATIONS D'URGENCE			2 231 313	2 231 313	900 000
Grand Total			265 560 304	281 417 313	152 025 944

Compilé par OCHA sur la base d'informations fournies par les agences.

6. COMMENT FINANCER

Pour plus d'information sur les projets, n'hésitez pas à contacter les chefs de file des secteurs (selon intérêt) ou le Coordonnateur Humanitaire / OCHA pour les dernières instructions. Les détails complets des projets, régulièrement mis à jour, sont disponibles sur la page [FTS Mali 2013](#) (ouvrez le [tableau E](#), et cliquez sur un code de projet pour obtenir le détail du projet). Vous pouvez également utiliser l'option impression des fiches de projets sur demande en bas de la page. Chaque fiche de projet contient le nom et contacte de la personne de l'agence qui les bailleurs de fonds devraient contacter.

La liste des projets prioritaires identifiés dans ce document, et son état de financement, est aussi disponible sur la page FTS Mali.

Les projets doivent être financés à travers des accords directs entre les bailleurs et les organisations tels que proposés par les secteurs.